

Catégorie : **FLM**

ID : **2137**

Nombre de mots : **787**

Des solutions face à l'urgence climatique

Quand j'avais 10 ans, j'ai eu la chance d'entendre un autochtone me parler de ses traditions et sa culture lors d'un atelier dans le gymnase de mon école élémentaire. J'ai tout de suite admiré le mode de vie des premières nations puisqu'ils vivent en harmonie avec la nature. Depuis, j'essaie d'avoir une approche similaire dans mon désir de prendre soin de notre environnement. Ceci dit, le 17 juin 2019, lorsque le Canada a finalement déclaré une urgence climatique, je me suis demandé ce que le gouvernement allait faire en réponse à cette déclaration. Maintenant, j'ai l'opportunité de me mettre à la place des dirigeants et d'expliquer ce que je ferais si je me retrouverais à la tête du gouvernement.

Tout d'abord, le réchauffement climatique est une crise humanitaire qui met en jeu notre survie et celle des autres créatures qui nous entoure. Cette urgence ne doit pas être prise à la légère. C'est pour cette raison que ma première initiative serait d'informer les résidents canadiens des impacts dévastateurs du changement climatique. J'accomplirais ceci à travers des campagnes politiques et des bandes-annonces à travers les médias sociaux. À mon avis, il est nécessaire que la société soit au courant de ce qui se passe avant qu'elle puisse se prononcer sur les projets que le gouvernement voudrait entreprendre.

Par ailleurs, il est évidemment plus facile d'adopter des solutions pour réduire sa propre empreinte écologique que d'imposer des réglementations à toute la société canadienne. Subséquemment, en tant que dirigeante au gouvernement, j'aurais la responsabilité de trouver des moyens durables et qui se font graduellement afin d'éviter de causer du fracas. Dans le but de répondre à ces critères, ma première proposition serait de réduire le nombre de fonds qui vont envers l'industrie du bétail car l'élevage de bétail pour la viande, les œufs et le lait génère 14,5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Puis, il utilise environ 70% des terres agricoles et est l'une des principales causes de déforestation, de perte de biodiversité et de pollution de l'eau (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2019). En outre, la population canadienne pourra soit se diriger vers une alimentation de nature végétale ou encore se procurer leur produits de nature animale auprès de fermiers locaux.

De plus, je m'assurerais de promouvoir davantage l'énergie renouvelable. J'opterais pour des projets éoliens, solaires, de biomasses, géothermiques ou hydrauliques en fonction des caractéristiques propres à chaque région. Par exemple, notre pays possède un immense réseau de pipelines qui transportent le pétrole brut à des raffineries canadiennes et américaines. Cette industrie produit un taux élevé de gaz à effet de serre qui pourrait être diminué en remplaçant le pétrole par de l'énergie verte. À vrai dire, la majorité des pipelines sont installées à l'ouest du pays, soit dans les prairies, qui sont propices à l'installation de nombreuses éoliennes. Ce plan engendrerait des changements socio-économiques, mais c'est le prix qu'on doit payer pour prendre part au développement durable et alléger le changement climatique.

Enfin, le Premier Ministre Justin Trudeau a mentionné récemment qu'il planifie interdire les plastiques à usage unique dès 2021 afin de réduire les déchets nocifs dans les océans. En effet, jusqu'à 15 milliards de sacs en plastique sont utilisés à chaque année et près de 57 millions de pailles sont utilisées

quotidiennement au Canada. Puis, moins de 10% du plastique utilisé au Canada est recyclé (Justin Trudeau Premier Ministre du Canada, 2019). Par conséquent, je ferais en sorte qu'on puisse réaliser le plan de monsieur Trudeau même avant 2021 car notre consommation de plastique dans un an est énorme et nous n'avons pas de temps à perdre. Je conseillerais aussi que le gouvernement investisse davantage dans cette solution innovatrice parce qu'elle nous permet d'améliorer la gestion de nos déchets, réduire la pollution, réduire le taux de chômage en créant des emplois, etc. Donc, elle n'est pas exclusivement bénéfique à l'environnement, mais elle génère aussi des revenus, ce qui aide à l'économie du pays et les citoyens peuvent en profiter.

En conclusion, en tant que chef du gouvernement je ferais mon possible pour réduire l'impact du changement climatique tout en gardant en tête les intérêts écologiques, sociaux et économiques du Canada. Ma priorité serait de créer un endroit viable, durable et équitable pour tout le monde. Comme l'a si bien mentionnée l'activiste environnemental Greta Thunberg : « Si vous dites toujours que nous perdons du temps précieux de leçon, permettez-moi de vous rappeler que nos dirigeants politiques ont perdu des décennies par le déni et l'inaction. » Greta est allée chercher l'attention mondiale avec ses mots puissants et sa « grève pour le climat », donc j'écouterais ses conseils et agirait maintenant.